



Comité européen
des régions

Commission de la citoyenneté,
de la gouvernance et des affaires
institutionnelles et extérieures

CIVEX

Aide financière de l'UE mise à la disposition des collectivités locales et régionales des pays partenaires méditerranéens



© Union européenne, 2022

Reproduction partielle autorisée, sous réserve d'indication explicite de la source.

De plus amples informations sur l'Union européenne et le Comité des régions sont disponibles en ligne, respectivement aux adresses: <http://www.europa.eu> et <http://www.cor.europa.eu>.

Numéro de catalogue: QG-07-21-142-FR-N; ISBN: 978-92-895-1175-9; doi: 10.2863/87326

**Ce rapport a été rédigé par Katarzyna SIDŁO,
Aleksandra Chmielewska, Virginia Dicuonzo
et Abdoul Karim Zanhouo (CASE).**

Il ne représente pas la position officielle du Comité européen des régions.

Table des matières

Liste des abréviations	6
1. Introduction.....	1
2. Aide financière de l'UE mise à disposition des collectivités locales et régionales des pays partenaires méditerranéens	5
Programmes régionaux (géographiques).....	5
Programmes bilatéraux	11
Programmes thématiques (géographiques).....	11
3. Financement par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement.....	17
4. Financement par l'intermédiaire de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	21
5. Où puis-je trouver des informations sur les possibilités de financement nouvelles et à venir?	27

Liste des abréviations

AMEE	Agence marocaine pour l'efficacité énergétique
ARLEM	Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne
CTF	Coopération transfrontalière
CdR	Comité européen des régions
OSC	Organisation de la société civile
CE	Commission européenne
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
	IEDDH Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme
IEV	Instrument européen de voisinage
PEV	Politique européenne de voisinage
UE	Union européenne
FFUE	Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique
FINTECC	Centre de financement et de transfert des technologies climatiques
GCMF	Mécanisme mondial de financement concessionnel
IcSP	Instrument contribuant à la stabilité et à la paix
IAP	Instrument d'aide de préadhésion
CLR	Collectivités locales et régionales
MENA	Région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord
NPEM	Normes de performance énergétique minimale
CFP	Cadre financier pluriannuel
PIP	Programme indicatif pluriannuel
EM	États membres
IVDCI	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale
PIV	Plateforme d'investissement pour le voisinage
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PRIMA	Partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne
ODD	Objectif de développement durable
SIGMA	Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion
ONU	Nations unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel

1. Introduction

La présente note se concentre sur les principaux domaines d'action définis dans la communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 9 février 2021, qui s'intitule «nouvel agenda pour la Méditerranée». Ces domaines d'action comprennent le développement humain et l'état de droit, la paix et la sécurité, la migration et la transition écologique¹. Conformément au cadre financier pluriannuel (CFP) adopté par le Conseil le 17 décembre 2020, les dépenses de l'Union pour la période 2021-2027 couvriront les domaines suivants²:

1. marché unique, innovation et numérique;
2. cohésion, résilience et valeurs;
3. ressources naturelles et environnement;
4. migration et gestion des frontières;
5. sécurité et défense;
6. voisinage et monde;
7. administration publique européenne.

Parmi les principaux programmes et ressources internes dont disposent les CLR dans le cadre du CFP, on peut citer:

- Horizon Europe;
- Erasmus+;
- Europe Créative.

Toutefois, dans le CFP 2021-2027, le financement de la politique européenne de voisinage (PEV) provient principalement du nouvel instrument global pour les programmes externes, qui se nomme «instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) – L'Europe dans le monde». La présente brochure tient donc compte des modifications apportées aux instruments financiers de coopération avec les pays tiers.

Le 18 décembre 2020, un accord politique a été conclu sur l'IVCDCI – L'Europe dans le monde et le 8 juin 2021, l'instrument a été adopté par le Parlement européen. L'IVCDCI – L'Europe dans le monde entrera en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021.

¹ https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/joint_communication_renewed_partnership_southern_neighbourhood.pdf

² <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/mff2021-2027-ngeu-final/>

Le budget global alloué pour la coopération de l'Union avec les pays tiers a été fixé à 79,5 milliards d'euros (en prix courants). La dotation totale sera répartie comme suit³:

- 60,38 milliards d'euros pour les programmes **géographiques** (au moins 19,32 milliards d'euros pour le Voisinage, au moins 29,18 milliards d'euros pour l'Afrique subsaharienne, 8,48 milliards d'euros pour l'Asie et le Pacifique et 3,39 milliards d'euros pour les Amériques et les Caraïbes); au moins 500 millions d'euros de l'enveloppe géographique devraient être utilisés pour soutenir le renforcement des autorités locales et régionales dans les pays partenaires de l'Union⁴;
- 6,36 milliards d'euros pour les programmes **thématiques** [droits de l'homme et démocratie (1,36 milliard d'euros), organisations de la société civile (1,36 milliard d'euros), paix, stabilité et prévention des conflits (0,91 milliard d'euros) et défis mondiaux, avec quatre domaines prioritaires proposés: personnes, planète, prospérité et partenariats (ces derniers incluant les autorités locales) (2,73 milliards d'euros)]⁵;
- 3,18 milliards d'euros pour les **actions de réaction rapide**⁶.

En outre, une réserve de fonds non alloués d'un montant de 9,53 milliards d'euros a été prévue.

L'IVDCI – L'Europe dans le monde sera mis en œuvre grâce à l'approbation, en 2021, de programmes indicatifs pluriannuels pour la période 2021-2027 concernant chaque région, chaque pays partenaire et chaque programme thématique, qui seront élaborés par les services de la Commission et du Service européen pour l'action extérieure, et qui encadreront la mise en œuvre financière ultérieure des actions⁷.

Tableau 1: aperçu des instruments financiers de l'UE mis à disposition des CLR des pays partenaires méditerranéens dans le cadre du CFP 2021-2027⁸

Dimension	Programme / Instrument
Régionale (géographique)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de coopération transfrontalière (PCT): à définir dans le cadre de l'IVDCI https://www.enicbcmed.eu/fr • Projets de démonstration de développement urbain durable (SUDeP): à définir dans le cadre de l'IVDCI http://www.sudepsouth.eu/

³ https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/factsheet-global-europe-ndici-june-2021_fr.pdf

⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/en/ip_21_2885/IP_21_2885_EN.pdf

⁵ https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/factsheet-global-europe-ndici-june-2021_fr.pdf

⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2453

⁷ https://ec.europa.eu/international-partnerships/news/eu-external-action-budget-2021-2027-final-adoption_en

⁸ Les descriptions des programmes actifs figurent dans le corps du rapport. Lorsque c'est possible, des liens vers des programmes qui n'ont pas encore été définis dans le cadre du nouveau CFP sont également fournis.

	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (ENPARD): à définir dans le cadre de l'IVCDCI • Plateforme d'investissement pour le voisinage (PIV), anciennement connue sous le nom de facilité d'investissement pour le voisinage (FIV): à définir dans le cadre de l'IVCDCI https://www.eib.org/fr/products/mandates-partnerships/nip/index.htm • Transition vers une consommation et une production plus durables en Méditerranée (Switch-Med II): la deuxième phase du programme s'étend jusqu'à 2022 https://switchmed.eu/fr/ • Projet «Promouvoir le développement des énergies durables dans les villes méditerranéennes» (CES-MED): à définir dans le cadre de l'IVCDCI • L'initiative Moyen-Orient et Afrique du Nord – Organisation de coopération et de développement économiques (MENA-OCDE) pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement: en cours https://www.oecd.org/fr/sites/mena/ • Fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne: en cours https://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/index_en • Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: en cours https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/index_en
Bilatérale	<ul style="list-style-type: none"> • Cadres uniques d'appui
Thématique	<ul style="list-style-type: none"> • Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH): à définir dans le cadre de l'IVCDCI • Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP): à définir dans le cadre de l'IVCDCI • Organisations de la société civile et autorités locales (OSC-AL): à définir dans le cadre de l'IVCDCI https://ec.europa.eu/international-partnerships/evaluation-civil-society-organisations-and-local-authorities-thematic-programme-2014-2019_en • Développement humain et migration & asile: à définir dans le cadre de l'IVCDCI • Europe Créative (2021-2027) https://ec.europa.eu/culture/news/creative-europe-2021-2027-programme-launch • Erasmus+ (2021-2027) https://erasmus-plus.ec.europa.eu/ • Horizon Europe (2021-2027) https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe_en • Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA) http://www.sigmaweb.org • Assistance technique et échange d'informations (TAIEX) https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/funding-and-technical-assistance/taix_en • Jumelage http://ec.europa.eu/twinning

Source: élaboration propre.

Assistance liée à la COVID-19

L'Union est prête à soutenir la reprise post-COVID-19 des pays voisins les plus vulnérables. Les mesures d'aide de l'Union visent à satisfaire des besoins à court terme et à atténuer les conséquences socioéconomiques immédiates de la pandémie, ainsi qu'à renforcer les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé.

Environ 20 milliards d'euros seront donc fournis par l'UE, ses États membres et les institutions financières concernées (par exemple la BEI et la BERD) dans le cadre du train de mesures *Team Europe* («Équipe d'Europe»)⁹. Un total de 2,1 milliards d'euros est destiné aux pays voisins du Sud. Alors que l'essentiel de ce financement est versé aux autorités nationales (les CLR en bénéficiant de manière indirecte), le jumelage peut être utilisé pour un cofinancement en nature dans le cadre des perspectives de programmation des programmes indicatifs pluriannuels (PIP) 2021-2027 (se reporter au chapitre 2 ci-dessous pour de plus amples informations sur le jumelage).

⁹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_604

2. Aide financière de l'UE mise à disposition des collectivités locales et régionales des pays partenaires méditerranéens

Programmes régionaux (géographiques)

Les programmes géographiques seront axés sur la bonne gouvernance, la démocratie et la promotion de l'état de droit; les droits de l'homme, l'éradication de la pauvreté, la lutte contre les inégalités et le développement humain; la migration et la mobilité; l'environnement et le changement climatique; la croissance inclusive et durable et l'emploi décent; et la sécurité, la stabilité et la paix. En outre, les pays prenant part au partenariat européen de voisinage (PEV) pourront bénéficier d'une aide supplémentaire pour, entre autres, la mise en œuvre d'accords d'association, la promotion des contacts entre les peuples, le soutien à la coopération régionale et à l'intégration progressive dans le marché intérieur de l'Union, et le renforcement de la coopération sectorielle et intersectorielle.

Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Libye, Maroc, Tunisie, Jordanie, Liban, Palestine

Projet «Migration ville à ville en Méditerranée» (MC2CM)

Bénéficiaires: 22 villes dont Amman, Beyrouth, Casablanca, Oujda, Rabat, Ramallah, Sfax, Sousse, Tanger et Tunis

Durée: juillet 2018 - mars 2021 (phase II)

Description: l'objectif principal du projet était d'encourager le dialogue entre un grand nombre d'acteurs sur la question de la migration au niveau urbain et, par conséquent, d'améliorer la situation des migrants et leur accès aux services pertinents dans les villes participantes.

Pour plus d'informations, voir:

<https://www.icmpd.org/our-work/projects/mediterranean-city-to-city-migration-mc2cm>

Programme de coopération transfrontalière

Le programme européen de coopération transfrontalière a été conçu pour soutenir la coopération entre des régions limitrophes appartenant à au moins deux pays différents et vise à relever des défis convenus d'un commun accord afin de renforcer le potentiel de croissance continue des régions, tout en favorisant le processus de coopération dans l'optique du développement global de l'Union et de son voisinage¹⁰. Les projets du précédent cycle de financement, axés sur la capitalisation et la facilitation de la reprise socioéconomique de la région méditerranéenne, ont débuté en 2020 et se poursuivront jusqu'en 2022/2023¹¹.

Dans le cadre de l'IVCDCI, les programmes actuels seront divisés en deux groupes:

- les «programmes Interreg de la CTF Voisinage», accessibles aux États membres de l'UE et aux pays partenaires de l'UE partageant une frontière terrestre avec l'UE;
- les programmes de coopération maritime, accessibles aux pays situés autour des bassins maritimes entourant l'UE.

En juillet 2020, plus de 7 millions d'euros étaient encore disponibles sous la forme de sous-subsidies, et d'autres occasions devraient se présenter pendant la durée du programme dans les domaines de la création d'entreprises, de la diversification du tourisme, de l'inclusion sociale, de l'innovation et de l'environnement.

En savoir plus:

<https://www.enicbcmed.eu/index.php/fr/opportunités>

Point de contact:

<https://www.enicbcmed.eu/index.php/fr/contacts>

Transition vers une consommation et une production plus durables en Méditerranée (Switch-Med II)

Ce programme se fonde sur les résultats et l'expérience de Switch-Med I. Il consiste à fournir des outils et des services au secteur privé, à soutenir un environnement politique favorable et à faciliter l'échange d'informations entre les partenaires du projet et les institutions. Cela favorisera en définitive une économie verte, et notamment un développement à faible taux d'émissions. Cette initiative est mise en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement

¹⁰ <https://www.enicbcmed.eu/fr/a-propos-de-nous>

¹¹ <https://www.enicbcmed.eu/fr/projets/projets-financés>

industriel (ONUDI), la division Économie de l'environnement des Nations unies, ainsi que le plan d'action pour la Méditerranée du programme des Nations unies pour l'environnement et son Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables (SCP/RAC)¹².

L'objectif global du programme est de promouvoir la création de nouveaux débouchés commerciaux et d'emplois décents tout en réduisant l'incidence environnementale des modes de consommation et de production existants.

Au moins 16,4 millions d'euros sont disponibles pour la période 2019-2022.

Point de contact:

networking.switchmed@scprac.org

<https://switchmed.eu/fr/qui-sommes-nous/>

L'initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement

Cette initiative fournit une plateforme d'échange de savoir-faire entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour stimuler une croissance durable et inclusive dans toute la région. Des priorités spécifiques, telles que l'autonomisation des femmes et des jeunes grâce à la création d'emplois et à leur participation à la vie publique, sont également couvertes. Les actions ciblées s'inspirent des méthodes de travail éprouvées en matière de dialogue politique et de processus de mise en œuvre des réformes. Le cinquième mandat de cette initiative a été renouvelé pour la période 2021-2025 avec des orientations stratégiques élargies. Le programme de compétitivité MENA-OCDE est un partenariat stratégique entre les économies de la région MENA et de l'OCDE pour l'échange de connaissances, de savoir-faire et de bonnes pratiques.

Il encourage la coopération entre les gouvernements nationaux, les CLR, les OSC, les organisations nationales et internationales et le secteur privé, afin de soutenir une croissance durable dans les pays concernés et d'améliorer les sources de revenus de leurs citoyens¹³. Ce volet appuie aussi les réformes visant à promouvoir la culture d'entreprise, mobilisant tous les types d'investissements et le développement du secteur privé¹⁴.

La composante du programme MENA-OCDE pour la gouvernance aide les CLR à devenir «transparentes, responsables et accessibles» et renforce leurs moyens d'action au profit de leurs communautés locales¹⁵. Dans le cadre de la réunion

¹² <https://switchmed.eu/fr/>

¹³ <http://www.oecd.org/mena/competitiveness/MENA-Competitiveness-brochure-2018-Eng.pdf>

¹⁴ <https://www.oecd.org/fr/sites/mena/competitivite/>

¹⁵ <https://www.oecd.org/mena/about-initiative/MENA-OECD-Initiative-Fact-sheet-2019.pdf>

régionale, des formations, des ateliers et des séminaires sont organisés régulièrement et des rapports analytiques sont publiés.

De plus, afin de former des fonctionnaires des pays cibles, le Centre de formation du programme MENA-OCDE pour la gouvernance de Caserte a été institué en septembre 2012 avec l'aide de l'École nationale d'administration italienne (SNA). Cette initiative a été lancée pour assurer une bonne gouvernance et appliquer les meilleures pratiques dans l'ensemble du secteur public¹⁶.

Point de contact:

MENA.Competitiveness@oecd.org
<https://www.oecd.org/fr/sites/mena/competitivite/>

Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: la Tunisie

Examen du gouvernement ouvert dans les municipalités de La Marsa, Sayada et Sfax

Bénéficiaires: municipalités de La Marsa, Sayada et Sfax

Description: l'examen a contribué à la mise en œuvre des processus de décentralisation en Tunisie et à l'application des principes de démocratie participative et de gouvernance ouverte, en associant un grand nombre d'acteurs au débat sur la gouvernance locale lors d'un atelier organisé le 13 mars 2019. Cet examen s'inscrivait dans le cadre du projet «Gouvernement ouvert à l'échelle régionale» mené en Jordanie, au Liban, en Tunisie et au Maroc.

Pour plus d'informations, voir:

<https://www.oecd.org/mena/governance/mena-governance-activity-report-2019-fr.pdf>

Fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne («fonds Madad»)

Créé en décembre 2014 pour répondre à l'actuelle crise des réfugiés dans la région méditerranéenne en raison de la guerre civile en Syrie, le Fonds Madad appuie principalement des projets dans les domaines suivants: éducation, santé, infrastructure de gestion de l'eau et des déchets, moyens de subsistance et soutien socioéconomique accordé aux réfugiés syriens résidant dans les pays voisins. Alors que les CLR des pays partenaires méditerranéens peuvent participer aux appels à l'action pour des actions du programme, elles n'avaient

¹⁶ <http://www.oecd.org/mena/governance/aboutthemena-oecd-governance-programme.htm>

pris part, au 1^{er} septembre 2021, à aucun des 105 projets attribués menés jusque-là¹⁷.

Avec des contributions et des annonces de contributions de 21 États membres de l'UE, du Royaume-Uni et de la Turquie, ainsi que des contributions de divers instruments de l'UE, le Fonds a atteint un volume total d'environ 2,3 milliards d'euros¹⁸.

Point de contact:

NEAR-EUTF-SYRIA@ec.europa.eu

Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique)

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE pour l'Afrique)¹⁹ a été créé pour résoudre les problèmes liés à la migration dans les trois régions couvertes par le Fonds (Corne de l'Afrique, Afrique du Nord, Sahel et Lac Tchad). Cette approche globale de la lutte contre la migration irrégulière, les déplacements forcés et la migration induite par des changements environnementaux est mise en œuvre, entre autres, par un certain nombre de partenaires. Outre l'Union et ses États membres, des acteurs du secteur privé ainsi que diverses OSC et agences de l'ONU ont jusqu'à présent activement participé au projet.

Les objectifs varient selon la région concernée; en revanche, certains indicateurs de réussite sont communs. Le Fonds met l'accent sur des projets liés à la prévention et à la réduction des conflits, à la croissance économique et à la création d'emplois, à l'amélioration de la gestion des migrations et au renforcement de la résilience des groupes les plus vulnérables de la société²⁰.

Les ressources actuelles (au mois de septembre 2021) s'élèvent à 5 milliards d'euros (4,4 milliards d'euros de fonds de l'UE et 620 millions d'euros supplémentaires provenant des États membres, de la Suisse²¹ et de la Norvège). En raison de sa nature, le budget du Fonds est régulièrement mis à jour.

¹⁷ https://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/document/download/91f337c8-1c35-4194-b2b3-226bd13315f1_en

¹⁸ https://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/content/state-play_en

¹⁹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/about_en

²⁰ Voir, par exemple: Rapport 2020 FFUE https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/eutf-report_2020_fr_final.pdf

²¹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/trust-fund-financials_en

Points de contact:

Région du Sahel et du lac Tchad du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: INTPA-EUTF-SAHEL@ec.europa.eu

Région de la Corne de l'Afrique du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: INTPA-EUTF-SAHEL@ec.europa.eu

Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: INTPA-EUTF-AFRICA@ec.europa.eu

Programmes bilatéraux

Une aide bilatérale est proposée aux pays partenaires méditerranéens au moyen de l'IVCDI dans le cadre de la PEV.

Pour l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, il existe des cadres uniques d'appui qui présentent les détails des programmes bilatéraux. En ce qui concerne la Palestine, la stratégie européenne commune de soutien à la Palestine pour la période 2017-2020 a été adoptée. Pour le Maroc, une déclaration politique commune pour un «partenariat euro-marocain pour une prospérité partagée» a été adoptée à l'issue de la 14^e session du Conseil d'association UE-Maroc en 2019, mais les nouvelles priorités stratégiques doivent encore être définies²².

Le «nouvel agenda pour la Méditerranée» servira de base à la préparation des cadres politiques bilatéraux convenus avec les partenaires et à la programmation pluriannuelle dans le cadre de l'IVCDI pour la période 2021-2027, en faisant fond sur des consultations avec les pays partenaires et les autres parties prenantes concernées. Les délégations de l'UE joueront un rôle important dans la facilitation de ce processus²³.

Programmes thématiques (géographiques)

Un certain nombre d'actions relevant du programme thématique de la programmation précédente dans le cadre de l'IVCDI – L'Europe dans le monde sera plutôt couvert dans le cadre des programmes géographiques. Les actions restantes relevant du programme thématique devraient compléter les actions relevant du programme géographique et porter sur des initiatives mondiales et transrégionales soutenant des objectifs convenus au niveau international, tels que les objectifs de développement durable ou les biens et défis publics mondiaux. Les actions relevant du programme thématique ne seraient mises en œuvre qu'en l'absence de programme géographique (afin d'éviter les chevauchements), en l'absence d'accord sur l'action avec le pays partenaire concerné ou si l'action ne peut être traitée adéquatement par des programmes géographiques.

Les actions au titre de la composante thématique, notamment, devraient porter sur des mesures liées à la poursuite des objectifs de développement durable au niveau mondial dans les domaines suivants:

- (i) droits de l'homme et démocratie;

²² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_6810

²³ https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/joint_communication_renewed_partnership_southern_neighbourhood.pdf

- (ii) organisations de la société civile (y compris les actions précédemment couvertes par l'IEDDH et la partie OSC du programme OSC/autorités locales);
- (iii) paix, stabilité et prévention des conflits;
- (iv) défis mondiaux, pour des enjeux tels que «la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes et des enfants, la migration et les déplacements forcés, la croissance inclusive, le travail décent, la protection sociale, la sécurité alimentaire et les autorités locales»²⁴.

Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)

Perspectives pour la période 2021-2027

Dans le cadre du nouveau CFP et comme proposé dans un règlement du Parlement européen et du Conseil, les activités actuelles relevant de l'IcSP se poursuivront dans le cadre de l'IVCDI – L'Europe dans le monde. Selon la proposition, les actions actuellement visées par l'article 3 (aide en réponse aux situations de crise ou de crise émergente pour la prévention des conflits) seront financées par l'enveloppe «actions de réaction rapide» (article 6, point c, de l'IVCDI), tandis que les actions visées aux articles 4 (aide à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la préparation aux crises) et 5 (aide visant à faire face aux menaces mondiales et transrégionales) seront financées par l'enveloppe «programmes thématiques – stabilité et paix» (article 6, point b, de l'IVCDI).

Europe Créative

Le programme Europe Créative soutient la coopération dans les secteurs de la culture, de la création et de l'audiovisuel avec un budget sans précédent de 2,44 milliards d'euros²⁵. Les fonds sont disponibles dans le cadre de trois volets: le volet «Culture», le volet «Média» et un volet trans-sectoriel. Une liste des possibilités offertes par chaque volet est disponible sur le site web d'Europe Créative: <https://ec.europa.eu/culture/fr/funding-creative-europe/a-propos-du-programme-europe-creative>. Jusqu'à présent, l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Palestine ont manifesté leur intérêt pour participer au programme Europe Créative²⁶. En 2021, seuls les organismes

²⁴ https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/factsheet-global-europe-ndici-june-2021_fr.pdf

²⁵ <https://ec.europa.eu/culture/fr/funding-creative-europe/a-propos-du-programme-europe-creative>

²⁶ Pour les mises à jour, voir: <https://ec.europa.eu/culture/fr/funding-creative-europe/a-propos-du-programme-europe-creative>

tunisiens seront autorisés à participer au programme (sous réserve de la signature d'un accord de participation)²⁷.

Points de contact²⁸:

Bureaux «Europe Créative»: <https://ec.europa.eu/culture/resources/creative-europe-desks>

Erasmus+

Avec 2,26 milliards d'euros pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027 (dont 2,2 milliards d'euros provenant de l'IVCDCI-Europe et de l'IAP-III²⁹), Erasmus+ est le plus grand programme de l'Union favorisant la mobilité des apprenants et du personnel dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport. Les partenaires du sud de la Méditerranée peuvent participer, car ils font partie de la région 3 (à l'exception de la Mauritanie, qui appartient à la région 11). En tant que pays partenaires, ils ne peuvent participer qu'à certaines actions du programme, à condition de respecter des critères ou conditions spécifiques.

Le guide du programme, disponible en ligne, fournit des informations sur les différentes actions et procédures relatives aux demandes de subvention ainsi que sur la procédure de sélection: <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/fr/node/19>. La rubrique «comment participer» contient des informations utiles pour les participants potentiels: <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/fr/comment-soumettre-une-candidature>.

Points de contact:

Vous trouverez ici une liste actualisée des agences nationales et des bureaux nationaux Erasmus+: https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/contact_en.

Horizon Europe

Horizon Europe est le programme de recherche et d'innovation le plus ambitieux de l'Union à ce jour, avec environ 95,5 milliards d'euros de financement prévu sur sept ans entre 2021 et 2027, soit une augmentation de 30 % par rapport au CFP précédent. Cette importante dotation sera à même de garantir une recherche

²⁷ https://ec.europa.eu/culture/sites/default/files/2021-05/creative-europe-2021-work-programme-c2021-3563_WP.pdf

²⁸ Voir tous les bureaux d'informations par pays: https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/contact_it

²⁹ <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ff1edfdf-8bca-11eb-b85c-01aa75ed71a1>

innovante et révolutionnaire³⁰. En juin 2021, trois pays partenaires méditerranéens, à savoir Israël, le Maroc et la Tunisie, avaient officiellement manifesté leur intérêt à rejoindre le programme Horizon Europe³¹ (Israël et la Tunisie étaient déjà des pays associés dans le cadre de H2020).

En outre, les fonds du programme Horizon 2020 (d'un montant de 220 millions d'euros) ont contribué, jusqu'en 2020, au financement du Partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA)³², le programme commun le plus ambitieux mis en œuvre dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne. Le Partenariat PRIMA est en place jusqu'en 2028 et compte 19 États participants (EP), à savoir l'Algérie, la Croatie, Chypre, l'Égypte, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Grèce, Israël, l'Italie, la Jordanie, le Liban, le Luxembourg, Malte, le Maroc, le Portugal, la Slovénie, la Tunisie et la Turquie³³. Le programme travaille actuellement à tous les niveaux pour s'en tenir au cadre d'Horizon Europe à partir de 2021 et attend l'approbation de la Commission européenne.

En octroyant des fonds au moyen d'appels à propositions concurrentiels, le programme vise à renforcer les capacités de recherche et d'innovation dans l'optique de mettre au point des solutions communes durables, efficaces et résilientes pour les systèmes agroalimentaires et pour l'approvisionnement et la gestion intégrés de l'eau dans la région méditerranéenne. Pour des exemples de projets sélectionnés pour un financement, voir: <https://prima-med.org/wp-content/uploads/2021/01/RESULTS-OF-THE-CALL-PRIMA-SECTION-2-STAGE-2-2020-MULTITOPIC-1.pdf>.

Les règles générales pour 2021 et les règles relatives aux appels à propositions ouverts ainsi que les documents pour la journée d'information 2021 sont disponibles sur le site web du PRIMA (<https://prima-med.org/>). Le budget maximal pour chaque projet (entre 2 et 4 millions d'euros) dépend de l'appel à propositions concerné et sa durée est généralement de 3 à 4 ans.

Points de contact:

Vous trouverez ici une liste des points de contact nationaux mise à jour: http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/support/national_act_points.html.

PRIMA:+34 930190823, webmestre: administrator@prima-med.org

³⁰ <https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/what-horizon-2020>

³¹ Pour les mises à jour, voir: https://ec.europa.eu/info/news/informal-exploratory-talks-association-horizon-europe-2021-jan-28_en

³² <http://prima-med.org/>

³³ <https://prima-med.org/orientation-paper-on-prima-2021-calls/>

Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Israël

Maximiser le potentiel de mise à l'échelle et de reproduction des stratégies de transformation urbaine de haut niveau (MATCHUP)

Contribution de l'UE: 17,4 millions d'euros

Bénéficiaire: municipalité de Herzliya, entre autres

Description: ce projet, lancé en octobre 2017, vise à lutter contre le problème des microplastiques et leurs répercussions sur la santé humaine et l'environnement en recensant et en sélectionnant des procédés enzymatiques pour les plastiques non recyclés afin d'obtenir des produits à haute valeur ajoutée. Il permettra d'améliorer la durabilité des déchets plastiques non recyclés dans le cadre d'une économie circulaire.

Pour plus d'informations, voir:

<https://www.matchup-project.eu/>; <https://cordis.europa.eu/project/id/774477/fr>

Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA)

Le Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA) est une initiative conjointe de l'UE et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), principalement financée par l'UE. Lancée en 1992, elle a accumulé plus de 25 années d'expérience de conseil aux pays en transition au sujet de diverses réformes des politiques publiques, et a développé des relations à long terme avec plusieurs partenaires de ces pays. SIGMA fait appel aux experts des administrations publiques nationales de l'UE et propose une aide fondée sur les échanges entre praticiens, dans le cadre de projets très flexibles en matière de conception et de réalisation. Elle soutient également et complète souvent d'autres instruments de renforcement des institutions de l'UE.

En 2021, l'initiative SIGMA a aidé les administrations des pays partenaires à faire face de manière efficace et efficiente à la crise. Elle travaille également avec des pays pris individuellement sur des priorités convenues d'un commun accord, lesquelles ont été définies pour de nombreux partenaires méditerranéens pour la période allant jusqu'en juin 2022³⁴.

Point de contact:

Bureau SIGMA: +33 (0)1 45 24 82 00

sigmaweb@oecd.org

³⁴ <http://www.sigmaweb.org/countries/>

TAIEX³⁵

TAIEX est l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne³⁶. Cet outil motivé par la demande fournit aux pays bénéficiaires une assistance technique entre pairs et un soutien stratégique par des experts des États membres de l'Union. Le mandat confié à TAIEX couvre notamment tous les pays prenant part à la PEV (à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie). L'assistance technique s'adresse entre autres aux administrations publiques. TAIEX prévoit des activités de différents types: visites d'étude, missions d'experts et ateliers (pour un ou plusieurs bénéficiaires).

Formulaire de candidature:

<https://webgate.ec.europa.eu/TMSWebRestrict/resources/js/app/#/applicationform/home>

Point de contact:

https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/tenders/taieux_en

Jumelage

L'instrument de jumelage est une plateforme politique soutenant une coopération régulière et intensive entre les administrations publiques des États membres de l'UE et celles des pays partenaires, y compris les pays prenant part à la PEV (à savoir, l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie). La plateforme a pour tâche d'apporter un soutien entre pairs pour la transition, la mise en œuvre et l'application de la législation de l'UE. Son objectif principal est d'améliorer les capacités administratives dans les pays partenaires³⁷. Les CLR ne peuvent participer au programme que si elles ont le statut d'organisme délégué³⁸.

Appels à propositions et soutien aux demandeurs:

https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/funding-and-technical-assistance/taieux/taieux-25-years-moving-forward-eu-expertise_en

Point de contact:

https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/funding-and-technical-assistance/twinning_en

NEAR-TWINNING@ec.europa.eu

³⁵ Actuellement, TAIEX ne travaille pas avec des bénéficiaires locaux dans les pays du voisinage sud.

³⁶ <http://taieux.ec.europa.eu>

³⁷ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/funding-and-technical-assistance/twinning_en

³⁸ Pour de plus amples détails, voir le manuel relatif au jumelage https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/system/files/2020-09/twinning_manual_2017_update_2020.pdf

3. Financement par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement

Vue d'ensemble des institutions

La Banque européenne d'investissement (BEI) met l'accent sur les infrastructures sociales et économiques, contribue au développement du secteur privé et soutient les mesures de lutte contre les changements climatiques. Elle met à disposition l'expérience et les compétences d'économistes et d'ingénieurs pour aider à l'élaboration et à la réalisation d'un large éventail de projets. Pour ce qui est de l'aide financière, la BEI propose des prêts à des taux d'intérêt compétitifs et des subventions pour améliorer encore les projets soutenus. En 2020, la BEI a relevé son autorisation d'emprunt à 5 milliards d'euros et a mis à disposition 70 milliards d'euros pour soutenir les investissements dans toute l'Europe et dans le monde entier³⁹.

Contexte politique et objectifs

Dans les pays partenaires du sud de la Méditerranée, la BEI intervient principalement dans le cadre du mandat de prêt extérieur de l'Union, qui vise à développer les secteurs public et privé. Depuis le début de ses activités dans la région, la BEI a financé près de 800 projets en signant des contrats pour un montant de 41,256 milliards d'euros⁴⁰. Pour la seule année 2019, la BEI a soutenu 21 projets dans la région, pour un montant de 1,79 milliard d'euros. Grâce à ces projets, plus de 83 000 emplois ont pu être préservés, les transports publics ont été améliorés, près d'un quart de million de foyers ont eu accès à l'électricité propre et 680 000 personnes ont bénéficié d'un meilleur système d'assainissement⁴¹. En outre, la BEI a fourni une aide d'urgence à la région tout au long de la pandémie de COVID-19 afin de soutenir une reprise plus rapide des économies.

³⁹ https://www.eib.org/en/investor_relations/press/2020/fi-2020-35-eib-increases-borrowing-authorization.htm

⁴⁰

<https://www.eib.org/fr/projects/loans/index.htm?q=&sortColumn=loanParts.loanPartStatus.statusDate&sortDir=desc&pageNumber=0&itemPerPage=25&pageable=true&language=FR&defaultLanguage=FR&loanPartYearFrom=1959&loanPartYearTo=2022&orCountries.region=true&orCountries=true&orSectors=true>

⁴¹ <https://www.eib.org/fr/projects/regions/med/index.htm>

*Instruments de soutien disponibles*⁴²

La BEI propose des prêts, des financements mixtes et des services de conseil aux représentants des secteurs public et privé.

Les prêts sont de loin l'activité la plus importante de la BEI puisqu'ils représentent 90 % de son engagement financier total⁴³. Parallèlement, la BEI continue à apporter un appui financier à des projets d'investissement présentés par d'autres partenaires et promoteurs privés et publics, y compris des CLR. Cet appui se traduit par des prêts qui peuvent être individuels, plurisectoriels ou à composantes multiples. La BEI apporte également des garanties (crédits commerciaux) et des participations en fonds propres (fonds d'investissement) afin de répondre à toutes les attentes de ses clients et partenaires.

Pour les investissements dans le secteur public, des prêts peuvent être accordés aux autorités nationales, régionales et locales ainsi qu'aux entreprises ou institutions publiques. Les prêts peuvent être accordés soit directement à l'autorité concernée, soit indirectement sous la forme d'une ligne de crédit que la BEI met à la disposition des CLR pour des investissements dans les infrastructures, par exemple en collaboration avec un ministère national ou une institution financière intermédiaire locale. Tous les prêts doivent être conformes aux priorités de l'Union et de la BEI.

Initiative Résilience économique⁴⁴

Depuis le lancement de l'initiative en 2016, 5,65 milliards d'euros ont été investis dans plus de 60 projets dans les pays du voisinage méridional (ainsi que dans les Balkans occidentaux) afin de soutenir les pays de la région confrontés à des défis tels que la récession économique, les déplacements forcés et les crises politiques ou environnementales. Grâce au financement de la Commission européenne, des États membres de l'UE et d'autres partenaires, des prêts, des mélanges de fonds et d'autres instruments financiers sont proposés tant au secteur public qu'au secteur privé.

Plateforme d'investissement pour le voisinage (PIV)⁴⁵

⁴² Les PME de la région peuvent obtenir un financement grâce à deux programmes spécifiques: *Mécanisme de capital-risque pour les pays voisins du Sud* et *Programme de l'UE pour les échanges commerciaux et la compétitivité en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie*. Pour en savoir plus:

<https://www.eib.org/fr/products/mandates-partnerships/index.htm>

⁴³ https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/institutions-and-bodies-profiles/eib_fr

⁴⁴ <https://www.eib.org/fr/products/mandates-partnerships/eri/index.htm>

⁴⁵ <https://www.eib.org/fr/products/mandates-partnerships/nip/index.htm>

La PIV (anciennement connue sous le nom de «facilité d'investissement pour le voisinage») est un mécanisme qui combine des instruments financiers et des subventions de l'Union avec d'autres ressources publiques et privées (par exemple, des fonds propres et des prêts) afin de fournir un soutien financier supplémentaire en plus de l'assistance technique.

La PIV soutient des initiatives dans le cadre des objectifs suivants:

- développer des liens plus durables entre les États membres de l'UE et les pays voisins dans les domaines de l'énergie et des transports, améliorer l'efficacité énergétique, promouvoir les sources d'énergie renouvelables et renforcer la sécurité énergétique en diversifiant l'approvisionnement énergétique;
- faire face au changement climatique et aux menaces pour l'environnement;
- favoriser une croissance durable et intelligente, y compris le développement des infrastructures municipales, en soutenant les PME et le secteur social.

Les institutions publiques des pays partenaires du sud de la Méditerranée peuvent solliciter des prêts auprès de la BEI pour des montants supérieurs ou inférieurs au seuil de 25 millions d'euros.

Marche à suivre pour solliciter un prêt:

https://www.eib.org/fr/projects/cycle/applying_loan/index.htm

Foires aux questions: <https://www.eib.org/fr/infocentre/faq/index.htm>

Point de contact:

Les autorités publiques qui souhaitent obtenir un prêt de la BEI doivent s'adresser aux bureaux mentionnés ci-après:

- Bureaux locaux pour des prêts supérieurs à 25 millions d'euros:
<https://www.eib.org/fr/infocentre/contact/offices/index.htm>

- Bureaux locaux pour des prêts inférieurs à 25 millions d'euros:
<https://www.eib.org/fr/infocentre/contact/offices/index.htm>

Bureau d'informations: <https://www.eib.org/en/infocentre/contact-form.htm>

Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF)

Le GCFF est une initiative internationale lancée en 2016 par les Nations unies, la Banque islamique de développement et la Banque mondiale afin d'aider la Jordanie et le Liban à faire face aux conséquences de la crise des réfugiés. La BERD et la BEI ont le statut d'observateur non décisionnel auprès du comité directeur du GCFF; l'UE et quatre États membres (à savoir le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède) ainsi que cinq autres pays sont donateurs au programme.

Jusqu'à la mi-2020, 154,6 millions de dollars américains de financements concessionnels ont été octroyés au Liban pour quatre projets, qui concernent respectivement les routes et l'emploi, les transports publics dans l'agglomération de Beyrouth, le programme d'investissement municipal et la résilience des systèmes de santé. La Jordanie, quant à elle, a reçu 393 millions de dollars américains de financements concessionnels pour la mise en œuvre de huit projets, concernant les opportunités économiques pour les réfugiés jordaniens et syriens; le premier prêt à l'appui des politiques de développement (DPL) pour la croissance équitable et la création d'emplois en Jordanie; la jeunesse, la technologie et les emplois en Jordanie; le traitement des eaux usées à Ain Ghazal; le deuxième prêt programmatique à l'appui des politiques de développement (DPL) pour les secteurs de l'énergie et de l'eau en Jordanie; le traitement des eaux usées à Irbid Ouest en Jordanie; l'urgence sanitaire en Jordanie; et le programme de réforme de l'éducation en Jordanie.

Les CLR bénéficient indirectement des fonds, qui sont alloués aux gouvernements centraux. Pour en savoir plus sur la procédure de candidature, voir: <https://globalcff.org/application/>.

Voir aussi: <https://globalcff.org/>;
https://globalcff.org/wp-content/uploads/2020/11/GCFF_Annual-Report_19-20_FINAL_DIGITAL_Singlepgs.pdf

4. Financement par l'intermédiaire de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Vue d'ensemble des institutions

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été créée au début des années 1990 pour soutenir le développement des économies de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale après l'effondrement généralisé de leurs régimes communistes respectifs. Depuis lors, la BERD est devenue l'acteur principal dans la région lorsqu'il s'agit de favoriser les changements liés non seulement à la transition économique, mais aussi à la transition environnementale et sociale, en investissant environ 150 milliards d'euros dans plus de 6 000 projets⁴⁶. La liste des actionnaires de la BERD comprend 69 pays, ainsi que l'UE et la BEI⁴⁷.

La BERD soutient six économies des pays qui nous intéressent dans le cadre du présent rapport, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et, depuis 2017, le Liban, ainsi que la Cisjordanie et Gaza⁴⁸. Pour la seule année 2020, elle a investi plus de 2,1 milliards d'euros dans la région, contre 1,8 milliard d'euros en 2019, dont 35 % dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures en 2020. À cela s'ajoute l'assistance technique (notamment par le biais du dialogue politique et du renforcement des capacités) fournie par la BERD et financée par différents donateurs et parties prenantes.

Contexte politique et objectifs

La BERD s'attache à rendre les économies des pays partenaires méditerranéens plus compétitives et plus résilientes, à favoriser l'essor du secteur privé et à promouvoir l'intégration régionale. Conformément à la stratégie de transition vers une économie verte (TEV) 2021-2025 récemment adoptée, la BERD soutient le développement d'une économie verte, sobre en carbone et résiliente. Grâce à la nouvelle approche de TEV, elle portera le financement vert à plus de 50 % de son volume d'affaires annuel d'ici à 2025. Elle vise également une réduction annuelle nette des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25 millions de tonnes sur la

⁴⁶ <https://www.ebrd.com/who-we-are/history-of-the-ebrd.html>

⁴⁷ <https://www.ebrd.com/shareholders-and-board-of-governors.html>

⁴⁸ Une décision sur une éventuelle prolongation du mandat de la BERD en Cisjordanie et dans la bande de Gaza au-delà de la période initialement approuvée de 2017 à 2022 devrait être prise par le conseil d'administration de la BERD au printemps 2022.

période de cinq ans. En outre, l'inclusion économique, c'est-à-dire la création de perspectives économiques pour les groupes sociaux négligés, est un facteur essentiel de la transition vers une économie de marché durable. Grâce à son modèle d'inclusion du secteur privé, la BERD intègre directement des éléments d'inclusion dans ses investissements dans tous les secteurs et toutes les régions, créant ainsi des passerelles vers l'emploi et la formation pour les jeunes, les femmes et les populations rurales, tout en réglant les difficultés que pose la fourniture de services de base pour tous.

La BERD propose des investissements financiers et un soutien technique et opérationnel, et est connue pour sa participation aux réformes politiques de haut niveau. Les produits financiers incluent les prêts (directs ou par l'entremise d'institutions financières intermédiaires), les investissements en fonds propres et les garanties visant à promouvoir le commerce.

Instruments de soutien disponibles

Dans le cadre du portefeuille diversifié de produits et de services de la BERD, les CLR des pays partenaires méditerranéens bénéficient largement des prêts et des subventions sectoriels (fonds de subventions pour la coopération technique et aides à l'investissement)⁴⁹ du département Infrastructures municipales et environnementales (MEI) de la Banque. La stratégie de la BERD en matière de MEI aide les gouvernements locaux, les services publics municipaux et les opérateurs privés à fournir des services essentiels en investissant dans des infrastructures durables, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, des transports publics, de la voirie urbaine et de l'éclairage public, de la gestion des déchets solides, du chauffage urbain et de l'efficacité énergétique dans les bâtiments. Le partenariat de la BERD avec les donateurs est une composante essentielle du modèle économique de la Banque. Les subventions pour la coopération technique financées par les donateurs favorisent une grande rigueur dans la préparation et la mise en œuvre des projets, ainsi que le renforcement des capacités et des initiatives de réforme. Sur certains marchés, la BERD mobilise également des cofinancements de donateurs sous la forme d'aides à l'investissement ou d'autres instruments concessionnels pour remédier aux contraintes liées aux manques de moyens financiers, en réduisant la nécessité d'augmenter fortement les tarifs ou d'atteindre les normes de l'UE plus rapidement.

Dans le cadre de l'initiative pour les petites entreprises, la BERD soutient les petites sociétés qui ne seraient pas en mesure d'investir dans le développement de

⁴⁹ <https://www.ebrd.com/what-we-do/sectors-and-topics/municipal-and-environmental-infrastructure/mei-overview.html>

services ou de produits par leurs propres moyens. Étant donné que le développement des PME a une influence considérable sur les économies locales et régionales, les CLR interviennent beaucoup dans bon nombre de ces actions, mais n'en sont pas les bénéficiaires directs.

De la même manière, le programme du centre de financement et de transfert des technologies climatiques (FINTECC) de la BERD, qui soutient le transfert des technologies climatiques vers les entreprises du secteur privé en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie grâce à des aides à l'investissement et à une assistance technique, a une incidence directe sur les villes et les régions où sont implantées les entreprises clientes⁵⁰. En outre, dans le cadre du programme FINTECC, la BERD (avec le soutien du gouvernement coréen) aide l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (AMEE) à mettre en place des normes de performance énergétique minimale (NPEM) et l'étiquetage correspondant, ce qui devrait permettre de réaliser des économies nettes de 8 % sur la consommation d'électricité du pays au cours des 15 à 20 prochaines années.

Programme *Green Cities* («Villes vertes»)⁵¹

Lancé en 2016, le programme phare de la BERD «villes vertes» est destiné à soutenir les projets urbains respectueux du climat et de l'environnement. Grâce à son budget de 3 milliards d'euros, il est particulièrement apte à financer non seulement des projets techniques, mais aussi des projets d'infrastructures importants, bien qu'onéreux, dans les domaines suivants: i) les transports urbains; ii) les déchets solides; iii) l'eau et l'assainissement; iv) l'énergie et les bâtiments; v) l'aménagement du territoire, les espaces verts et la biodiversité; ainsi que des domaines politiques intersectoriels: vi) gouvernance et vii) finances. Le programme «Villes vertes» se compose de trois éléments distincts: i) des plans d'action pour les villes vertes (*Green City Action Plans*, ou GCAP) dans lesquels des diagnostics spécifiques au niveau local sont préparés; ii) des investissements dans des infrastructures durables où les coûts spécifiques du projet sont garantis; iii) et le renforcement des capacités, qui fournit un appui technique pour la mise en œuvre du projet. Le programme vise notamment à préserver l'environnement et la biodiversité locale, à permettre la mise en place de mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique, et à veiller à ce que les politiques vertes impliquent les citoyens locaux. Toutes les villes d'au moins 100 000 habitants (les villes de 50 000 habitants peuvent être éligibles dans des cas particuliers) en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Tunisie et en Palestine peuvent faire partie du réseau si elles sont prêtes à mettre en œuvre des GCAP. Au 31 août 2021, quatre villes de la région participent au programme: la

⁵⁰ <https://fintecc.ebrd.com/fr/index.html>

⁵¹ <https://www.ebrdgreencities.com>

ville du 6 octobre, Le Caire et Alexandrie, en Égypte, et Amman en Jordanie⁵². À Amman, qui a été la première ville de la région à rejoindre le programme, le GCAP a été lancé en mai 2021⁵³.

Exemples de projets récents de la BERD en cours de signature, de développement, ou à l'étude dans le domaine des infrastructures municipales et environnementales:

- **Égypte:** modernisation des services d'assainissement du gouvernorat égyptien de Fayoum, soutenue par un investissement de 186 millions d'euros de la BERD, une subvention de 38 millions d'euros de l'UE et un prêt de 172 millions d'euros de la BEI. Ce projet vise à construire de nouvelles stations d'épuration des eaux usées, à agrandir et à réhabiliter certaines installations existantes et à installer de nouvelles conduites et stations de pompage pour améliorer les services d'accès à l'eau pour les 3 millions d'habitants du gouvernorat de Fayoum. Il s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large de l'Union visant à soutenir le développement du secteur de l'eau en Égypte. Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/news/2018/eu-helping-ebrd-to-bring-first-sanitation-services-to-one-million-egyptians.html>.
- **Jordanie:** agrandissement et modernisation de la station de transfert des déchets d'Al-Shaer dans la région d'Amman en Jordanie, rendus possibles grâce à un prêt de la BERD de 3,2 millions d'euros et à une subvention de 3,5 millions de dollars américains provenant du fonds spécial des actionnaires de la BERD. En outre, un prêt de 3 millions d'euros et une subvention de 3 millions d'euros ont été accordés à la ville d'Amman pour l'achat de 25 balayuses afin de soutenir le travail de la station de transfert des déchets. L'objectif du projet est d'améliorer le système de gestion des déchets de la ville, mis à rude épreuve avec l'arrivée de réfugiés syriens en Jordanie. Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/news/2019/ebrd-helps-expand-ammans-waste-transfer-station-and-finances-new-equipment-.html>.
- **Maroc:** agrandissement d'une station d'épuration des eaux qui fournit de l'eau potable aux habitants de trois villes de taille moyenne et de 260 communes rurales dans les régions d'Azilal, de Ben Guerir et de Ouarzazate. Le projet fait partie d'un programme d'investissement de la BERD d'une valeur de 65 millions d'euros visant à améliorer l'accès à l'eau potable au Maroc. Pour en savoir plus:

⁵² <https://www.ebrdgreencities.com/eligibility>

⁵³ <https://www.amman.jo/ar/resource/snews.aspx?id=A70B780F-A481-4332-8251-4021BB348D1F>;
https://amman.jo/site_doc/AmmanGreen2021.pdf

<https://www.ebrd.com/news/2020/ebd-and-onee-bring-clean-water-to-morocco-under-lockdown.html>.

Point de contact:

Service de renseignements sur les projets de la BERD: +44 20 7338 7168
ou <https://www.ebrd.com/enquiries.html>

Projets d'infrastructures municipales et environnementales de la BERD:
+44 207 338 8539 ou <https://www.ebrd.com/municipal-and-environmental-infrastructure.html>

Équipes-pays de la BERD:

- **Égypte:** <https://www.ebrd.com/egypt.html>
- **Jordanie:** <https://www.ebrd.com/jordan.html>
- **Liban:** <https://www.ebrd.com/lebanon.html>
- **Tunisie:** <https://www.ebrd.com/tunisia.html>
- **Maroc:** <https://www.ebrd.com/morocco.html>
- **Palestine:** <https://www.ebrd.com/west-bank-and-gaza.html>

5. Où puis-je trouver des informations sur les possibilités de financement nouvelles et à venir?

Lorsque vous recherchez de nouvelles possibilités de financement, il peut être utile de tenir à jour une liste de sites web qui publient régulièrement des informations sur les possibilités à venir. Le moyen le plus efficace de se tenir au courant est de s'inscrire à leurs bulletins d'information ou de les suivre sur les médias sociaux.

Vous pourriez commencer par vous inscrire au bulletin d'information du Comité européen des régions afin de recevoir des informations actualisées sur les nouveautés politiques pertinentes pour les CLR, ainsi que sur les nouvelles publications et les événements: https://cor.europa.eu/fr/news/Pages/enewsletter.aspx?utm_source=SharedLink&utm_medium=ShortURL&utm_campaign=newsletter-

Délégations de l'Union européenne:

- **Algérie** https://eeas.europa.eu/delegations/algeria_fr
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/algeria/area/contacts_fr
- **Égypte** https://eeas.europa.eu/delegations/egypt_en
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/egypt/area/contacts_en
- **Israël** https://eeas.europa.eu/delegations/israel_en
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/israel/area/contacts_en
- **Jordanie** https://eeas.europa.eu/delegations/jordan_en
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/jordan/area/contacts_en
- **Liban** https://eeas.europa.eu/delegations/lebanon_fr
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/area/contacts_fr
- **Libye** https://eeas.europa.eu/delegations/libya_en
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/libya/area/contacts_en
- **Mauritanie** https://eeas.europa.eu/delegations/mauritania_fr
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/area/contacts_fr
- **Maroc** https://eeas.europa.eu/delegations/morocco_fr
Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/morocco/area/contacts_fr
- **Palestine** https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip_en

Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/area/contacts_en

- **Syrie** https://eeas.europa.eu/delegations/syria_en

Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/syria/area/contacts_en

- **Tunisie** https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia_fr

Point de contact: https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/area/contacts_fr

Service européen pour l'action extérieure – Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pour en savoir plus: https://eeas.europa.eu/regions/middle-east-north-africa-mena_en

Portail «Voisins de l'UE»

Fait partie du programme de communication sur la politique de voisinage de l'Union.

Pour en savoir plus: <https://euneighbours.eu/fr>

Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM)

L'ARLEM est un forum politique des CLR de l'UE et de ses pays partenaires méditerranéens. Les locaux et le personnel du secrétariat de l'ARLEM sont mis à disposition par le Comité européen des régions.

Pour en savoir plus: <https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/ARLEM.aspx>

PLATFORMA

Une coalition de gouvernements locaux et régionaux et leurs associations, actives dans le domaine de la coopération au développement.

Pour en savoir plus:: <https://platforma-dev.eu>

Convention des maires (CdM)

Le paquet législatif sur le climat et l'énergie à l'horizon 2020 de l'UE, adopté en 2008, a incité la Commission européenne à approuver et à soutenir les efforts déployés par les CLR pour appliquer les politiques en faveur de la durabilité et de l'efficacité énergétique en lançant l'initiative de la Convention des maires (CdM). La CdM est une opération ascendante unique axée sur le renforcement des efforts nationaux de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), qui est à l'origine de nombreux projets locaux et régionaux d'atténuation du changement

climatique et d'investissements verts. Bien que le CdM ne finance pas directement les CLR signataires, celles-ci peuvent participer aux programmes d'apprentissage par les pairs et de jumelage⁵⁴ organisés par la Convention.

Pour en savoir plus: <https://www.conventiondesmaires.eu/>

Trucs et astuces

- Contactez les CLR mentionnées dans la brochure ou sur les sites web du programme (celles-ci ayant participé à des projets mis en œuvre avec succès) pour en savoir plus sur leurs expériences en matière de candidature et de mise en œuvre de projets;
- Profitez de l'assistance fournie par les points de contact et **n'hésitez pas à contacter votre délégation locale de l'UE** pour obtenir des informations et un soutien⁵⁵;
- Participez aux événements organisés par le CdR, les délégations de l'UE, les différentes équipes de gestion du programme et d'autres organismes, tels que les journées d'information, les rencontres de partenariat et les formations;
- Lisez attentivement les critères d'éligibilité;
- Soyez préventif dans votre approche des partenaires potentiels.

⁵⁴ https://ec.europa.eu/info/news/launch-eu-covenant-mayors-peer-learning-programme-2021-jan-20_en.

⁵⁵ Voir, par exemple: [une étude de PLATFORMA sur «Le travail des délégations de l'UE avec les collectivités territoriales pour le développement» https://platforma-dev.eu/wp-content/uploads/2021/02/The-work-of-EU-delegations-with-local-and-regional-governments-for-development-FR.pdf](https://platforma-dev.eu/wp-content/uploads/2021/02/The-work-of-EU-delegations-with-local-and-regional-governments-for-development-FR.pdf).

FR

ISBN 978-92-895-1175-9
doi: 10.2863/87326

QG-07-21-142-FR-N



**Comité européen
des régions**

Créé en 1994, le Comité européen des régions est l'assemblée politique de l'UE où siègent 329 représentants des pouvoirs régionaux et locaux, tels que des présidents de région ou des maires, provenant de l'ensemble des 27 États membres et mandatés par plus de 446 millions d'Européens.

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË | Tel. +32 22822211
www.cor.europa.eu | [@EU_CoR](https://twitter.com/EU_CoR) | [/european.committee.of.the.regions](https://facebook.com/european.committee.of.the.regions)
[/european-committee-of-the-regions](https://linkedin.com/company/european-committee-of-the-regions) | [@EU_regions_cities](https://instagram.com/EU_regions_cities)